

**PASICRISIE LUXEMBOURGEOISE**  
**N° 3/2024**

**TABLE DES MATIERES**

**JURISPRUDENCE**

**Appel**

- 1° Jugement ordonnant une mesure d’instruction assortie d’une astreinte — 684  
Décision avant dire droit — Appel immédiat (non) — Recevabilité de l’appel —  
Condamnation accessoire suivant le sort de la condamnation principale —  
NCPC, art. 579 et 580.
- 2° Acte d’appel — Destinataire de l’acte domicilié à l’étranger — Date de 742  
signification — Règl. européen 1393/2007, art. 9 point 2 et NCPC, art. 156 (2).

**Cassation en matière pénale**

- 1° Pourvoi en cassation — Limitation de l’exercice du pourvoi au ministère public, 668  
au prévenu et à la partie civile — Réglementation contraire au droit d’accès au  
juge, au droit à un procès équitable et au droit à un recours effectif (non) —  
CEDH, art. 6 et 13, Constitution, art. 110 ; C. proc. pén., art. 407.
- 2° Pourvoi en cassation — Recevabilité — Qualité pour introduire un pourvoi — C. 668  
proc. pén., art. 407.

**Cautionnement**

- 1° Objet de l’obligation — Cautionnement de dettes futures — Engagement valable 674  
— C. civ., art. 1129 et 1130.
- 2° Contrat unilatéral — Consentement du créancier — Acceptation tacite — 674  
Formes — C. civ., art. 2011.
- 3° Durée — Engagement à durée indéterminée — Résiliation unilatérale — Délai de 674  
préavis raisonnable — Exigibilité de l’obligation de la caution — Condition —  
Exigibilité de la dette principale — C. civ., art. 2011.
- 4° Bénéfice de discussion — Notion — Cautionnement solidaire — Effets — 674  
Caution assimilée au débiteur principal — C. civ., art. 2011 et 2021.
- 5° Cofidéjusseurs — Notion — C. civ., art. 2033. 698
- 6° Cautionnements personnel et réel fournis par le même tiers — Cumul de sûretés 698  
— Effets propres — C. civ., art. 2011.
- 7° Cautionnement réel — Caractéristiques — Rapports entre la caution réelle et le 698  
débiteur et les autres cautions — Primauté des règles du cautionnement —  
Recours de la caution réelle contre d’autres cautions réelles ou personnelles —  
Étendue de l’engagement de la caution réelle — C. civ., art. 2011 et 2033.
- 8° Recours entre cofidéjusseurs — Division de la dette — Engagement dans un 698  
seul acte ou dans des actes distincts — Indifférence — Recours par parts  
contributives — Détermination des parts contributives — C. civ., art. 2033.

- 9° Recours entre cofidélus — Défaut de production d'une créance au passif du débiteur en faillite — Indifférence — C. civ., art. 2033. 698

### **Droits de l'homme — Droits fondamentaux**

- 1° Confiscation spéciale — Tiers faisant valoir des droits sur les biens confisqués — Droits de l'homme — Absence de recours effectif (non) — Existence d'un recours offrant des garanties équivalentes à celles d'une tierce opposition — C. pén., art. 32 ; CEDH, art. 6 et 13 ; charte des droits fondamentaux, art. 47. 663
- 2° Égalité devant la loi — Application — Procédure pénale — Exequatur d'une décision étrangère de confiscation — Tiers se prétendant lésé dans ses intérêts civils — Tierce opposition — Instance pénale — Instance purement civile — Situations comparables (non) — Question de constitutionnalité dépourvue de tout fondement — Const., art. 10bis ; NCPC, art. 612. 663
- 3° Ordonnance de renvoi — Libellé obscur — Droits de la défense — Pouvoir des juridictions de jugement de vérifier l'absence de libellé obscur de l'ordonnance de renvoi — C. proc. pén., art. 130 — CEDH, art. 6. 734

### **Droit international privé**

- 1° Conflit de juridictions — Compétence générale — Domicile du défendeur — Domicile élu — Conséquences — Option entre domicile réel et domicile élu — Claude d'élection de domicile — Dérogation aux règles ordinaires de compétence (non) — Règlement (UE) n° 1215/2012 du 12 décembre 2012, art. 4. 725
- 2° Conflit de juridictions — Compétence spéciale — Matière contractuelle — For de compétence supplémentaire — Règlement (UE) n° 1215/2012 du 12 décembre 2012, art. 7. 725

### **Enrichissement sans cause**

- Action de in rem verso — Caractère subsidiaire — Recevabilité — Condition — Absence d'autre action à la disposition de l'appauvri — Appauvri ayant échoué dans l'action principale — Irrecevabilité de l'action de in rem verso — C. civ., art. 1375. 709

### **Filiation**

- 1° Action en contestation de paternité légitime — Preuve — Témoignage — Admissibilité — Nécessité d'un commencement de preuve préalable (non) — Expertise biologique — Mesure de droit — Motif légitime de refus — Intérêt de l'enfant (non) — Âge de l'enfant (non) — Intérêt des parents à vouloir taire la vérité biologique (non) — Primauté de l'intérêt de l'enfant à connaître la vérité biologique — Atteinte au respect de la vie privée et familiale (non) — C. civ., art. 322-2 et 1315, NCPC, art. 58. 684
- 2° Action en contestation de paternité légitime — Possession d'état conforme à l'acte de naissance — Régime — Alignement sur le régime de l'action en contestation de la filiation naturelle — Possibilité de contester la filiation légitime résultant d'un acte de naissance conforme à la possession d'état — Exception — Possession d'état continue et conforme de plus de dix ans — Délai — Appréciation au jour de l'introduction de la demande — C. civ., art. 322, al. 2 et 339, al. 3. 684

### **Juge aux affaires familiales**

- Mesures provisoires — Référé exceptionnel — Conditions — Existence d'une requête au fond — Urgence absolue — Précision dans la requête — Appréciation par le juge — Interprétation restrictive — NCPC, art. 1007-11. 718

## **Partenariat — PACS**

- 1° Conclusion d'un contrat de prêt — Convention fixant les effets patrimoniaux d'un partenariat (non) — Loi du 9 juillet 2004, art. 6. 703
- 2° Indivision — Exclusion des régimes (non) — Qualification d'une dépense — Cumul des qualifications — Conservation du bien indivis — Contribution aux charges du partenariat — Critère — Accord de volonté des indivisaires — Liquidation de l'indivision — Renonciation par l'indivisaire qui effectue une dépense utile à la conservation du bien indivis à faire valoir son droit de créance contre l'indivision — Loi du 9 juillet 2004, art. 7 — C. civ., art. 815-13. 703
- 3° Liquidation de l'indivision — Remboursement d'un prêt hypothécaire relatif au domicile familial — Dépense de conservation au titre de l'aide matérielle — Dépense d'investissement (non) — Frais exposés pour le logement — Contribution aux charges du partenariat — Droit de créance contre l'indivision (non) — Enrichissement sans cause (non) — Loi du 9 juillet 2004, art. 7 — C. civ., art. 815-13 et art. 1375. 703
- 4° Contribution aux charges du partenariat — Notion — Pension alimentaire à titre personnel (non) — Participation financière aux dépenses ménagères — Modalités fixées dans la convention de partenariat — Liberté contractuelle — Dispense totale d'un partenaire (non) — Participation variant en fonction de la fortune de chacun — Possibilité de fournir une prestation en nature — Loi du 9 juillet 2004, art. 7. 718

## **Preuve en matière civile**

- 1° Exigence d'un écrit — Exception — Impossibilité morale de se procurer un écrit — Concubinage (non) — C. civ., art. 1348. 709
- 2° Preuve — Attestation testimoniale — Formes prescrites — Inobservation — Nullité (non) — Appréciation du juge — Enregistrement audio — Valeur probante (non) — NCPC, art. 402. 718

## **Procédure civile**

- 1° Conclusions récapitulatives — Moyens non récapitulés — Abandon — Examen des seuls moyens repris dans les conclusions récapitulatives — Déclaration de maintien des conclusions antérieures — Incidence (non) — NCPC, art. 586. 670
- 2° Récusation — Compétence — Juridiction à laquelle appartient le magistrat récusé — Exclusion du juge récusé — Magistrat présidant le Conseil de discipline du Collège Médical — Compétence — Tribunal d'arrondissement (non) — NCPC, art. 528, 530 et 534. 715
- 3° Preuve — Attestation testimoniale — Formes prescrites — Inobservation — Nullité (non) — Appréciation du juge — Enregistrement audio — Valeur probante (non) — NCPC, art. 402. 718
- 4° Acte d'appel — Destinataire de l'acte domicilié à l'étranger — Date de signification — Règl. européen 1393/2007, art. 9 point 2 et NCPC, art. 156 (2). 742

## **Procédure pénale**

- 1° Tierce opposition — Décisions rendues par les juridictions répressives — Ouverture — Distinction — Décisions au pénal (non) — Décisions au civil — Conditions — C. proc. pén., art. 151, 187 et 208 ; NCPC, art. 612. 663

2°	Confiscation spéciale — Tiers faisant valoir des droits sur les biens confisqués — Droits de l'homme — Absence de recours effectif (non) — Existence d'un recours offrant des garanties équivalentes à celles d'une tierce opposition — C. pén., art. 32 ; CEDH, art. 6 et 13 ; charte des droits fondamentaux, art. 47.	663
3°	Égalité devant la loi — Application — Procédure pénale — Exequatur d'une décision étrangère de confiscation — Tiers se prétendant lésé dans ses intérêts civils — Tierce opposition — Instance pénale — Instance purement civile — Situations comparables (non) — Question de constitutionnalité dépourvue de tout fondement — Const., art. 10bis ; NCPC, art. 612.	663
4°	Compétence territoriale — Prorogation de compétence — Conditions — Existence d'un lien étroit entre infractions relevant de la compétence de juridictions de pays différents — Indivisibilité — Connexité — C. proc. pén., art. 5.	734
5°	Ordonnance de renvoi — Libellé obscur — Droits de la défense — Pouvoir des juridictions de jugement de vérifier l'absence de libellé obscur de l'ordonnance de renvoi — C. proc. pén., art. 130 — CEDH, art. 6.	734
6°	Prescription de l'action publique — Effets — Effacement du caractère pénal du fait — Obstacle à la prise en considération comme élément à charge — C. proc. pén., art. 637.	734

### Régimes matrimoniaux

Liquidation — Séparation de biens — Charges du mariage — Notion — Interprétation large — Inclusion des dépenses d'agrément et d'investissement — Contrat de mariage — Clause réglant la contribution aux charges du mariage — Présomption de règlement au jour le jour — Présomption irréfragable — Absence de compte et de recours — C. civ., art. 214 et art. 1388.	670
---	-----

### Travail

1°	Contrat de travail — Licenciement — Motif grave — Absence injustifiée — Invocation de la faute grave — Délai — Point de départ — C. trav., art. L. 124-10 (6) al. 1 <sup>er</sup> et 2.	659
2°	Relation de travail — Existence — Volonté des parties (non) — Circonstances de fait — Stage de formation — Relation de travail (non) — Exception — Détournement de l'objet — Requalification — C. trav., art. L. 010-1.	742
3°	Licenciement — Précision des motifs — Cumul de motifs économiques et personnels — Impossibilité de distinguer — Motifs imprécis — C. trav., art. L. 124-5 et L. 124-11.	746
4°	Licenciement — Motifs économiques — Restructuration — Admissibilité — Exception — Preuve que le licenciement est sans lien avec les motifs invoqués.	746